

CAMES 2025

Le Togo s'impose en maître dans l'excellence académique

Dans un pays où chaque amphi cherche un nouveau souffle, l'arrivée de nouveaux agrégés togolais dans l'Enseignement supérieur est un élan de plus. C'est ainsi que 11 chercheurs du pays ont été admis à l'issue de la proclamation finale des résultats du 22è ...



PAGE 11

CULTURE



Histoire & art

Le FIHA 2025 honore la diversité et ravive ses liens avec les héritages du Nil

Débuté le 20 novembre dernier à Aného, l'édition 2025 du Festival International de l'Histoire d'Aného (FIHA), s'est achevée ce 23 novembre. Cette célébration a été riche en émotions et rythmée de rites ancestraux ainsi que de danses traditionnelles. Sur les rivages où les vagues portent depuis des siècles la mémoire des peuples ...

PAGE 10

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Lamgbogo Yendouka : une coiffeuse déterminée qui réalise son rêve grâce au FNFI

Lamgbogo Yendouka, une femme de 33 ans et mère de trois ...

PAGE 2

FINANCES

Economie numérique

La monétique s'impose comme moteur d'inclusion financière au Togo

Pendant des décennies, le cash a tout contrôlé : les ...

PAGE 5



Faure Gnassingbé/Dr Honoris Causa

Honoré pour sa contribution à la promotion de la science ouverte

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a, au nom du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, reçu en audience, le vendredi 21 novembre 2025, une délégation du Conseil d'administration de l'École inter-États des sciences et médecine vétérinaire de Dakar (EISMV), en mission à Lomé ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Santé : CNSS, Inam et Appol harmonisent la prise en charge des soins optiques

La santé visuelle des assurés togolais franchit une nouvelle étape. Ce vendredi 21 novembre, la CNSS, l'Inam et l'Appol ont signé à Lomé une convention sectorielle destinée à renforcer et uniformiser la prise en charge des prestations optiques dans le cadre de l'Assurance maladie universelle (Amu).

L'accord établit des standards communs pour « la qualité, l'accès et le suivi des prestations en optique », permettant désormais aux assurés de bénéficier de lunettes et de lentilles conformes à leurs besoins, selon des procédures harmonisées chez tous les opticiens partenaires. L'objectif est clair : offrir un parcours de soins plus lisible et mieux encadré.

Pour Ingrid Awadé, directrice générale de la CNSS, cet engagement ouvre « une porte vers une meilleure prise en charge de la santé visuelle ». Le ministre délégué Tchinn Darré réaffirme, de son côté, l'engagement du gouvernement à « garantir un accès équitable aux soins » et à soutenir la mise en œuvre des conventions signées.

Lancée en 2024, l'Amu vise à couvrir « l'ensemble de la population togolaise ». Avec l'intégration des travailleurs non-salariés, le Togo devient le premier pays africain à étendre la couverture universelle à toutes les catégories socioprofessionnelles.

HCTE

Le gouvernement entreprend l'élaboration d'une stratégie nationale

Le 17 novembre 2025, le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'étranger, a publié un important communiqué à l'endroit ...



PAGE 5



SOMMAIRE

Economie numérique
La monétique s'impose comme moteur d'inclusion financière au Togo



P 5

Gouvernance au Togo
Des ressources en forte croissance



P 6&7

Bénin/Législatives
Les 6 députés du parti Les Démocrates se rallient à la mouvance présidentielle



P 8

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Lamgbogo Yendouka : une coiffeuse déterminée qui réalise son rêve grâce au FNFI

Lamgbogo Yendouka, une femme de 33 ans et mère de trois enfants, est une coiffeuse résidant dans le canton de Bogou, une localité située à 07 km au nord-ouest de Tandjouare . Son parcours illustre parfaitement le pouvoir transformateur de l'inclusion financière offerte par le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Grâce au produit APSEF du FNFI, Lamgbogo a pu réaliser son rêve d'équiper son atelier en matériel nécessaire pour offrir des services de coiffure de qualité à sa communauté.

Lamgbogo a toujours eu une passion pour la coiffure, mais elle a longtemps été freinée par le manque de ressources financières pour démarrer son propre salon. Cependant, sa détermination et son désir de réussir ont été plus forts que les obstacles auxquels elle a été confrontée. Lorsqu'elle a entendu parler du produit APSEF du FNFI, elle a immédiatement vu une opportunité de concrétiser son rêve.

"Le FNFI m'a donné l'opportunité de transformer ma passion en une véritable entreprise", déclare Lamgbogo. "Grâce au prêt que j'ai pu obtenir, j'ai pu acheter tout le matériel nécessaire pour offrir une gamme complète de services de coiffure à mes clientes."

Lamgbogo a investi dans des produits de coiffure de haute qualité tels que des mèches et des produits de traitement capillaire. Cette décision a immédiatement porté ses fruits, car elle a pu attirer de nouvelles clientes et fidéliser sa clientèle existante grâce à la qualité de ses services.

"Avant d'avoir accès au financement du FNFI, je devais parfois refuser des clientes faute de matériel adéquat", explique Lamgbogo. "Maintenant, je suis en mesure de répondre à tous les besoins de mes clientes et même d'offrir des services supplémentaires."

Aujourd'hui, Lamgbogo est fière de l'entreprise prospère qu'elle a bâtie grâce au soutien du FNFI. Elle encourage vivement

les autres femmes entrepreneures de sa communauté à saisir les opportunités offertes par le FNFI pour réaliser leurs rêves.

dans ma réussite. Je suis reconnaissante pour le soutien qu'ils m'ont apporté et je suis déterminée à continuer à développer mon

de la puissance de l'inclusion financière pour autonomiser les femmes entrepreneures et stimuler le développement économique au niveau



Lamgbogo Yendouka

"Le FNFI est plus qu'une institution financière pour moi", déclare Lamgbogo avec émotion. "C'est un véritable partenaire

entreprise et à contribuer au développement de ma communauté." Le succès de Lamgbogo Yendouka témoigne

local. Son histoire est un exemple inspirant de ce qui peut être accompli lorsque les opportunités sont accessibles à tous.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Faure Gnassingbé/Dr Honoris Causa

Honoré pour sa contribution à la promotion de la science ouverte

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a, au nom du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, reçu en audience, le vendredi 21 novembre 2025, une délégation du Conseil d'administration de l'École inter-États des sciences et médecine vétérinaire de Dakar (EISMV), en mission à Lomé en marge de sa 54ème session ministérielle.

Au cours de cette audience, le Conseil d'administration de l'EISMV a décerné le titre de docteur Honoris Causa au président du Conseil. Cette distinction a été reçue en son nom par le président de l'Assemblée nationale.

Le titre de docteur honoris causa est une distinction universitaire honorifique accordée à Faure Gnassingbé pour sa contribution au développement du système éducatif, sa promotion de la science ouverte, son renforcement de l'agriculture durable en

Afrique et pour son soutien constant à l'EISMV. C'est la première fois dans l'histoire de cette école créée il y a 57 ans, que cette distinction est décernée à un chef d'État, de gouvernement ou président du Conseil. En réceptionnant



Professeur Komi Sélom Klassou (à gauche), réceptionnant la toge pour le président du Conseil (Crédit photo : Assemblée nationale)

la distinction au nom du président du Conseil, le président de l'Assemblée

nationale a exprimé la reconnaissance des plus hautes autorités.

« Au nom du président du Conseil, son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, je voudrais réitérer notre profonde

gratitude pour l'honneur que vous lui avez fait en lui décernant le titre de docteur

Honoris Causa. C'est le Togo qui est honoré. Cette reconnaissance salue une vision et un engagement constant en faveur de l'excellence scientifique, de l'intégration régionale et du développement durable en Afrique », a déclaré le professeur Komi Selom Klassou.

La délégation, représentant 13 pays sur les 14 que compte l'EISMV, a exprimé sa gratitude aux plus hautes autorités du Togo pour l'accueil chaleureux réservé à chaque membre ainsi que les facilités accordées pour la bonne tenue des assises de Lomé qui visent à renforcer la coopération académique et scientifique entre les pays membres de l'EISMV dont le Togo.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Sénégal, et

vice-président du Conseil d'administration de l'EISMV, professeur Daouda Ngom, a également réitéré les remerciements de l'ensemble des délégations au peuple togolais pour l'hospitalité et a salué la parfaite organisation de cette 54ème session. Il a rappelé que l'EISMV, forte de ses 57 années d'existence, demeure un pilier dans la formation des élites scientifiques du continent.

Pour rappel, les travaux de cette session de Lomé ont porté sur le thème : « Le renouveau compétitif de l'EISMV: renforcer l'excellence professionnelle et l'innovation face aux défis de la construction d'une capacité vétérinaire pour la sécurité sanitaire, la souveraineté alimentaire et le développement durable en Afrique ».

Edem Dadzie

Affaire Grâce Koumayi

La gendarmerie nationale appelle à la prudence et met en garde

Vendredi dernier, la gendarmerie nationale a annoncé l'arrestation, le 3 octobre 2025, de Grâce Koumayi Bikonibiyaté, présentée comme auteure de contenus audiovisuels appelant à la haine et à des actes criminels contre des responsables de l'État. Ces vidéos circulaient largement sur les réseaux sociaux.



Grâce Koumayi Bikoniayate (Crédit photo : <https://www.afrikelles.tg>)

Alors que la procédure judiciaire suit son cours, de nouvelles accusations ont émergé. Elles évoquent des violences qu'elle aurait subies lors d'une précédente interpellation, à la suite d'une manifestation déclarée illégale. Ces affirmations ont rapidement pris de l'ampleur sur plusieurs plateformes en ligne.

La gendarmerie nationale rappelle que lors de l'épisode de juin 2025, malgré les charges initiales, Grâce Koumayi avait été libérée le 10 juin après un simple rappel à la loi, au même titre que d'autres manifestants. Après cette remise en liberté, elle

aurait cependant continué à mener des activités jugées subversives, entre publications et réunions publiques non autorisées.

Un autre point fortement mis en avant par la gendarmerie concerne les conditions de la garde à vue. Selon le communiqué, Grâce Koumayi, tout comme les 31

autres personnes arrêtées lors des mêmes activités interdites, avait reçu la visite d'une délégation de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH).

Cette dernière aurait exprimé sa satisfaction concernant les conditions de détention. Jusqu'à sa présentation au parquet et son inculpation devant le juge d'instruction, et en présence de ses avocats, elle n'aurait signalé aucun mauvais traitement.

Face aux accusations relayées en ligne, la gendarmerie nationale appelle à la prudence et met en garde contre les manipulations susceptibles d'alimenter les tensions. L'institution affirme rester attachée au respect des droits humains et annonce que toute allégation sera examinée et traitée selon les règles en vigueur.

Pour les autorités, le Togo demeure un État de droit où la justice poursuit l'instruction du dossier sans pression, ni agitation extérieure.

TM et republicoftogo.com

HCTE

Le gouvernement entreprend l'élaboration d'une stratégie nationale

Le 17 novembre 2025, le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, a publié un important communiqué à l'endroit des compatriotes vivant à l'étranger.



Crédit photo : <https://diasporatg.org>

Dans le souci de renforcer leurs contributions et leur implication dans le développement du pays, le gouvernement a entrepris l'élaboration d'une stratégie nationale de mobilisation et d'engagement de la diaspora togolaise.

Dans le cadre de l'élaboration de cette stratégie, il est prévu la relecture du statut du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE), en vue d'adapter son rôle et les missions des délégués pays aux exigences d'une mobilisation plus efficace, et d'un engagement accru des Togolais de l'extérieur au service du développement national.

À cet effet, le communiqué annonce que le mandat des délégués pays élus et installés en novembre 2022, est prorogé d'un an, à compter du 23 novembre 2025. Le ministère invite l'ensemble des délégués pays à poursuivre leur engagement avec la même détermination, afin de faire du HCTE un organe dynamique et pleinement mobilisé pour l'intérêt national.

La rédaction

Coopération

La Russie va ouvrir une ambassade à Lomé, et le Togo à Moscou

Dans le cadre du renforcement de coopération, la Russie et le Togo ouvriront des ambassades respectives au cours de l'année 2026. Il s'agit d'une des retombées de la visite du président du Conseil, Faure Gnassingbé, en Russie, le mercredi 19 novembre 2025.

Cette décision intervient alors que Moscou renforce sa présence en Afrique, un continent que le régime Poutine cherche à courtiser en réponse à son isolement vis-à-vis de l'Occident. Les relations entre la Russie et le Togo ont récemment pris un tournant, avec la signature d'un accord de coopération militaire entre les deux pays cette année. Au cours des échanges



Faure Gnassingbé et Vladimir Poutine

avec le président du Conseil Faure Gnassingbé, le président Poutine a rappelé qu'il y a 65 ans, les deux nations établissaient des relations diplomatiques, mais qu'aucune ambassade n'avait encore été ouverte. Il a souligné que cela

serait désormais rectifié en 2026, avec l'ouverture de missions diplomatiques dans les deux pays. Faure Gnassingbé, président du Conseil togolais, a exprimé sa gratitude à la Russie pour le maintien de bourses destinées aux étudiants togolais, précisant qu'il espérait renforcer cette coopération grâce à l'ouverture de l'ambassade russe au Togo. Le président du Conseil a également évoqué les défis sécuritaires du pays, particulièrement dans le contexte d'une région marquée par la montée du terrorisme.

TM

Intelligence artificielle

Le Togolais Essowè Justin Bakoubolo crée une plateforme capable d'interagir en langues togolaises

Le Togo fait fièrement son entrée dans l'univers des Intelligences Artificielles (IA) avec Yodi, une application qui permet aux utilisateurs de traduire, parler et interagir en plusieurs langues africaines dont des langues togolaises.

Mis sur le marché par l'entreprise togolaise d'informatique Umbaji, l'IA Yodi a pour objectifs de libérer la puissance des langues africaines locales. L'IA permet de traduire, de faire une synthèse vocale en Ewé, Kabyè, Tem, Fon, Anglais, Français et de nombreuses autres langues.

« Yodi c'est bien plus qu'un simple chatbot. C'est une IA qui facilite votre quotidien en vous connectant aux services d'Umbaji et en vous assistant dans plusieurs langues. Bientôt, Yodi pourra effectuer encore plus de tâches à votre place, dans votre langue, avec une synthèse vocale disponible

en plus de 8 langues. Nous sommes fiers d'être les premiers à proposer une IA avec l'accent togolais, en français comme en anglais. Et surtout, le meilleur service de synthèse vocale en Ewé », peut-on lire sur la plateforme.

Yodi qui signifie parler en langue Kabyè, se distingue des outils traditionnels en générant des traductions audios en Ewé, Tém, Mina ou Kabyè, mais aussi appeler ou envoyer des messages vocaux et SMS dans ces langues.

La solution a également pour objectif de renforcer l'inclusion numérique et sociale dans un pays où la diversité linguistique est une richesse, mais aussi un défi.

Gratuite pour la traduction de texte, la plateforme facture uniquement

Umbaji

AVEC YODI,

L'IA QUI PARLE VOTRE LANGUE LOCALE , DISCUTEZ LIBREMENT .

umbaji umbaji7 http://www.umbaji.org/lang/fr

les appels et messages vocaux, selon les tarifs de l'opérateur Yas Togo. Pour l'instant disponible en version web, Yodi sera bientôt accessible en application mobile.

Affoh-Djèlè Alarba

En un clic, payez votre TVM par

sur l'application

OTR TVM

Disponible sur Google Play

FÉDÉRER POUR BÂTIR

www.otr.tg

Togo Un budget 2026 ambitieux pour soutenir la croissance

2740 milliards FCFA, c'est le budget qui dessine déjà les contours du Togo en 2026. Il met ainsi en exergue les priorités du gouvernement togolais qui veut booster le secteur social et le développement industriel dans le pays.



Premier Conseil des ministres de la V^e République, du 14 novembre 2025

Le gouvernement a adopté, en fin de semaine dernière, le projet de loi de finances pour l'exercice 2026. Un budget qui « s'équilibre en recettes et en dépenses à 2740 milliards FCFA » et marque une hausse notable de 14,4 % par rapport à l'année en cours. L'État prévoit d'élargir sa marge d'action, tout en assurant la maîtrise de son cadre financier.

Les ambitions reposent en grande partie sur la mobilisation interne. Selon le document consulté, « les ressources budgétaires escomptées devraient être financées à plus de 50 % par les recettes fiscales ». Une orientation réaffirmée, qui traduit la volonté de renforcer l'autonomie financière du pays.

Dans la composition globale, les ressources du budget 2026 s'articulent autour de 1615 milliards FCFA de recettes budgétaires, 1097 milliards FCFA de ressources de trésorerie, et 27 milliards FCFA provenant des comptes spéciaux du Trésor. Des blocs complémentaires, mais inégaux en poids.

Les recettes budgétaires s'appuient sur une dynamique haussière. Les recettes fiscales atteignent 1338 milliards FCFA, soit une progression d'environ 10 % par rapport aux prévisions de 2025. Les recettes non fiscales, à 109 milliards FCFA, enregistrent une avancée de 32 %. En revanche, les dons-projets reculent à 166 milliards FCFA, confirmant une tendance à la baisse.

Côté trésorerie, l'État mise davantage sur le marché financier régional. Les émissions de titres publics passent à 473 milliards FCFA, contre 332 milliards FCFA en 2025. Les emprunts projets s'établissent à 220 milliards FCFA, tandis que les autres emprunts atteignent 403 milliards FCFA.

Après l'adoption de ce budget par le Conseil des ministres, il revient aux deux chambres du Parlement de procéder tour à tour au vote de cette loi de Finances.

TM

Royaume - Uni

Le Togo obtient 40 milliards FCFA pour accélérer l'accès à l'électricité

Pour des milliers de familles togolaises encore plongées dans l'obscurité, le financement dévoilé à Lomé marque un tournant décisif. L'appui britannique de 62 millions d'euros n'est pas qu'un simple geste diplomatique : c'est une ouverture qui favorise des activités qui se prolongent la nuit et des centres de santé qui ont un accès prolongé à l'électricité.



Signature de l'accord entre les parties togolaise et britannique

Signé en fin de semaine dernière, en marge de la 4^{ème} édition du Forum Royaume-Uni - Afrique francophone de l'Ouest et du Centre (UK-WCAF IV), l'accord prévoit que « le Togo va bénéficier d'un appui financier de 62 millions d'euros ». Une enveloppe équivalente à 40 milliards FCFA, destinée à structurer une vaste opération d'électrification rurale. Au total, 312 localités rurales seront connectées au réseau national, impactant directement près de 250 000 personnes. Le projet est technique,

massif et stratégique. Il comprend la construction de « 1300 km de réseau moyenne tension », « 882 km de réseau basse tension », ainsi que « 312 postes de transformation ». Autant d'infrastructures qui permettront d'étendre l'énergie électrique aux

limite pas ses efforts à l'électrification conventionnelle. Dans une démarche parallèle, tournée vers la transition énergétique, Lomé a conclu début novembre un accord avec Pékin pour fournir 3900 kits photovoltaïques dans le cadre du projet

zones encore enclavées et de renforcer la fiabilité du réseau dans les régions les plus éloignées. Ce financement constitue l'une des retombées majeures du UK-WCAF IV et intervient dans un contexte où le pays intensifie ses actions pour atteindre l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Grâce aux programmes déjà mis en œuvre avec l'appui de partenaires multilatéraux et bilatéraux, le Togo affiche un taux d'accès national de 70 % à fin 2024, un progrès notable sur le continent. Le gouvernement ne

Africa Solar Belt. Ce don permettra de répondre aux besoins énergétiques de plus de 20 000 personnes vivant dans des localités non encore raccordées au réseau national. Avec ces initiatives combinées, le Togo renforce sa trajectoire : offrir une énergie accessible, durable et équitable à toutes ses communautés. Chaque infrastructure posée, chaque kit distribué et chaque accord signé rapproche les populations rurales d'un droit essentiel : l'accès à l'électricité.

E. A

Economie numérique

La monétique s'impose comme moteur d'inclusion financière au Togo

Pendant des décennies, le cash a tout contrôlé : les poches, les marchés et les habitudes... Mais aujourd'hui, une autre forme de monnaie gagne du terrain : la monétique. Pour rappeler que l'avenir financier du Togo ne se comptera plus seulement en billets, mais en transactions numériques, le Salon monétique national du Togo (Samonat) s'est tenu du 20 au 21 novembre à Lomé.

Le récit commence tôt, ce 20 novembre à Lomé. Dans la salle encore imprégnée du parfum des préparatifs, un mot revient sur toutes les lèvres : inclusion. Lorsque la première édition du Salon Monétique National du Togo (SAMONAT) s'ouvre, l'ambition est

claire : montrer que l'avenir financier du pays se joue désormais dans le numérique, la confiance et l'interconnexion.

Présidant la cérémonie d'ouverture, Stéphane Akaya, représentant le ministère des Finances et du Budget, rappelle d'emblée la portée nationale de l'événement. « La thématique traduit une ambition nationale claire. Elle reflète également un enjeu stratégique pour notre pays », affirme-t-il, avant de souligner la place de la monétique dans la Feuille de route gouvernementale.

Le thème choisi pour cette édition : « Monétique,

atout majeur de l'inclusion financière, résonne comme une ligne de conduite commune. Ce salon devient alors un espace où se rencontrent banques, fintechs, opérateurs technologiques et institutions publiques. Leur objectif est de construire une vision partagée de l'accès équitable aux services financiers.

Les débats s'articulent autour de sujets clés : l'interopérabilité des paiements, la cybersécurité, le rôle des FinTech et l'innovation numérique dans l'espace Uemoa. Les stands dressés pour l'occasion exposent

les outils sécurisés, les solutions digitales et les dispositifs de protection... Autant d'armes pour une bataille cruciale : celle de l'inclusion. Adeniran Moureni, président du comité d'organisation, rappelle la portée de ce rendez-vous. « Ce salon monétique incarne notre volonté collective de bâtir un environnement financier plus inclusif », dit-il. Il précise que quatre thématiques guideront les échanges, du « rôle des FinTech dans l'inclusion financière » à « la confiance numérique ». Les participants sont nombreux. De Minayegnan Coulibaly, directeur

général du GIM-Uemoa et confrencier inaugural, à Gabiam Kokou de la COCEC, en passant par Oludé Adénikè Bidou d'Ecobank, Palakiyem Assih de Cyber Défense Africa, Edem Adjmagbo de SEMOA Group ou Kola Hodabalo du FNFI : tous apportent leur expertise pour éclairer les enjeux du moment.

À mesure que les échanges avancent, une conviction s'impose. « La monétique, atout majeur de l'inclusion », n'est pas qu'un slogan : c'est un cap. À l'heure où le cash montre ses limites, le Togo choisit d'accélérer.

Edy Alley

Gouvernance au Togo

Des ressources en forte croissance

L'engagement du Togo à promouvoir une bonne gouvernance se traduit par l'introduction de plusieurs réformes. Ce renouveau dans la gestion du pays se traduit ces dernières années par la hausse des ressources. À travers ce dossier, nous faisons un retour sur les engagements du pays dans la promotion de la bonne gouvernance et les résultats obtenus.

Selon les Nations unies, la performance d'une gouvernance se traduit par une administration transparente, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et la promotion de la participation citoyenne. À cela s'ajoute la promotion des initiatives visant le développement durable et le bien-être de tous les citoyens.

Sur ces derniers points, le Togo, porté par l'engagement d'un pays émergent à l'horizon 2030, ne lésine pas sur les moyens. Delamise en place

transparente, l'une des clés de voute d'une gouvernance performante, plusieurs initiatives sont prises au Togo. Au nombre de ces dernières, l'on citera la digitalisation des services publics et l'opérationnalisation du guichet unique pour la création d'entreprises. La volonté de mieux gérer les ressources naturelles a conduit le pays à l'adhésion de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui permet de renforcer les capacités de contrôle et de gouvernance financière dans le domaine.

Ainsi l'obligation est faite chaque année aux industries extractives de déclarer leurs paiements à l'État. De même, les agences gouvernementales de perception des revenus doivent déclarer les recettes perçues. Grâce à la publication régulière de ces données, le pays



Siège de la Bceao

numérisation des services publics rend plus efficaces et accessibles les services qui sont dorénavant plus standardisés. L'opérationnalisation du guichet unique pour la création d'entreprises

(IGF) et les organismes de passation de marchés (ARMP) par la formation et l'élaboration de manuels de procédures. La modernisation du cadre juridique à travers la révision de codes comme le Code des investissements participe à créer un environnement plus stable, transparent et simple pour les investisseurs.

Grâce à ces réformes, le Togo ne cesse de confirmer la solidité de ses fondamentaux économiques et la pertinence de ses réformes structurelles. Le pays arrive à diversifier ses sources de revenus, à améliorer la collecte des impôts et des taxes, à moderniser son administration financière grâce à des outils numériques innovants.

L'Office togolais des recettes (OTR), fer de lance de cette dynamique, poursuit son œuvre de rationalisation et d'élargissement de l'assiette fiscale, tout en facilitant les démarches administratives annuellement

considérées comme encombrantes par les contribuables. Des résultats qui témoignent de la bonne gouvernance. Entre 2020 et 2024, les recettes budgétaires ont connu une hausse spectaculaire de 67,6 %, passant de 655,2 milliards à 1098,1 milliards de francs CFA. Une progression qui illustre à la fois la montée en puissance de la mobilisation fiscale, la rigueur dans la gestion publique et la vitalité retrouvée de l'économie nationale.

Le bond enregistré entre 2020 et 2024 s'explique par plusieurs leviers. D'abord, la digitalisation des procédures a permis de réduire les pertes de recettes et d'accroître la transparence des transactions. Aussi, l'État a intensifié la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, tout en renforçant la culture de la conformité.

Par ailleurs, la croissance soutenue des secteurs clés, tels que l'agriculture, les services, la logistique, l'énergie et l'industrie, a



Immeuble du Casef

des réformes en passant par la modernisation de l'administration publique, rien n'est laissé au hasard.

Promouvoir une administration transparente

Pour promouvoir une administration

retrouve le chemin de la lutte contre la corruption en permettant à la population d'être au parfum de la gestion de la chose publique.

Pour sa part, la digitalisation de l'administration à travers la

simplifie les démarches et réduit la bureaucratie pour les investisseurs.

Des efforts sont aussi faits pour renforcer les capacités d'institutions clés comme la Cour des comptes, l'Inspection générale des Finances

élargi la base imposable et dopé les rentrées budgétaires.

Dans ce contexte, chaque franc mobilisé est investi dans les priorités nationales : infrastructures, éducation, santé, énergie, inclusion sociale. L'amélioration des recettes permet à l'administration fiscale d'accroître la capacité du pays à financer les projets de développement sans recourir excessivement à l'endettement extérieur, consolidant ainsi la souveraineté économique du Togo, pays de plus de 8 millions d'habitants.

Nouvelle année, toujours une progression

Les recettes budgétaires ont connu une nouvelle hausse, notamment une augmentation de 5,8 % des recettes fiscales, au premier trimestre 2025. Elles ont atteint 258 milliards de francs. Au premier trimestre 2025 donc, le montant global mobilisé pour le budget de l'État s'est élevé à 432,16 milliards de francs CFA.

Les facteurs expliquant cette tendance sont la stratégie de mobilisation des recettes qui inclut une meilleure analyse des choix fiscaux ; une gouvernance marquée par la rigueur et le pragmatisme, etc. Avec une économie en constante diversification et un climat des affaires de plus en plus attractif, le Togo semble bien engagé sur la voie d'une croissance budgétaire durable. Les perspectives à moyen terme restent prometteuses, soutenues par les investissements publics structurants, la montée de l'industrie locale et la compétitivité croissante du port et de l'aéroport de Lomé.

Une hausse de contribution des industries extractives

Grâce aux renforcements des mesures de contrôle, le Togo enregistre aussi une hausse de la contribution de ses industries extractives à l'État avec une hausse des recettes de 13 % entre 2020 et 2021, atteignant

19,84 milliards FCFA. Les sociétés minières (en particulier celles produisant du phosphate et du clinker) suivies par les nappes souterraines et les matériaux de construction sont les principaux contributeurs. Dans le secteur minier particulièrement, la mise en place des réformes comme la création d'un portail web du cadastre minier, pour améliorer la transparence et accroître la contribution du secteur à la richesse nationale se révèle salulaire.

Autre secteur dont la contribution aux ressources de l'État n'est pas des moindres, est le secteur des services. Attirant de plus en plus d'investissements grâce à des réformes visant à rendre plus attractif le Togo, le secteur des services marchands togolais connaît une croissance de chiffre d'affaires.

Particulièrement, le secteur financier qui fait partie des services a été le plus performant, avec une augmentation significative des crédits bancaires accordés aux opérateurs économiques. Les établissements bancaires, plus solides et mieux capitalisés, sont aujourd'hui en mesure d'offrir des conditions de financement plus compétitives et adaptées aux besoins du marché.

La preuve, en octobre 2025, lors d'un point bilan, le ministère des Finances et du Budget a dévoilé des chiffres rassurants. Les crédits bancaires aux opérateurs économiques ont augmenté de 22 % en une année. Ils ont donc atteint 543 milliards de francs CFA au premier semestre de l'année 2025, témoignant de la vitalité de ce secteur et de sa capacité à accompagner le développement du pays. Pour le gouvernement, la performance du service financier s'explique par la baisse de l'inflation qui contribue à soutenir la performance globale de l'économie, y compris celle du secteur des services. En effet, la baisse de

l'inflation au Togo se justifie par des mesures du gouvernement comme le renforcement de l'offre locale, l'amélioration de la gestion budgétaire et des mesures visant la croissance. Des efforts dans la modernisation des infrastructures et de l'agriculture témoignent également de la performance de la

la transparence et la responsabilité de l'action publique. Le cap des initiatives visant à promouvoir une gouvernance locale et une décentralisation efficace par l'introduction de nouvelles réformes financières sera maintenu. C'est dans cette logique de modernisation de la gestion et du renforcement

déséquilibres territoriaux et au manque d'action collective structurée pour une gouvernance locale plus cohérente sera aussi une démarche pour accroître l'efficacité de la gouvernance.

Dialogue et participation citoyenne pour relever les défis

Sur ce point, le



gouvernance togolaise.

Des défis

Nonobstant la hausse des ressources, la gouvernance togolaise, malgré sa performance, reste confrontée à plusieurs défis qu'il faut relever. Ces dernières sont entre autres relatives à la crise de confiance politique, aux tensions sociopolitiques, à la corruption qui continue de gangrener le développement du pays et à des faiblesses dans le secteur public et l'économie.

D'autres défis incluent la mauvaise gouvernance locale dans certaines communes, l'insécurité au nord du pays, les insuffisances d'infrastructures et l'accès au financement.

Relever les défis

Pour y arriver, le gouvernement togolais entend continuer par renforcer la transparence et l'efficacité par la modernisation administrative et la numérisation. En ce sens, des réformes seront accentuées pour améliorer l'efficacité,

de la traçabilité des paiements que des entités spécialisées comme l'Office togolais des recettes (OTR) ont été lancées. Une nouvelle loi en vigueur pour l'Office permet d'accroître sa compétitivité et d'en faire un véritable outil de ressources pour le pays.

Pour assurer la transparence financière, le gouvernement s'engage à mettre en place des procédures claires, et à former le personnel des institutions de contrôle comme la Cour des comptes et l'Inspection générale des finances (IGF). Côté gouvernance locale et décentralisation, le renouveau consistera à renforcer les communes, à assurer une bonne collaboration au sein des conseils municipaux et à garantir que les décisions soient prises démocratiquement et conformément à la loi. Un soutien particulier sera également accordé aux communes dans la gestion des affaires locales et la fourniture des moyens financiers tout en veillant à une équité entre elles. S'attaquer aux

gouvernement prévoit de renforcer le dialogue politique, en favorisant un dialogue constructif entre la majorité et l'opposition, et en encourageant l'opposition à participer aux institutions pour porter la voix des citoyens. Favoriser une diplomatie ciblée pour attirer les investissements et le savoir-faire pour promouvoir un développement inclusif, sera une autre démarche à exploiter.

Pour favoriser l'inclusion numérique, le gouvernement entend susciter des acteurs capables de concevoir une régulation de l'Internet adaptée au contexte togolais, tout en promouvant l'utilisation du numérique pour résoudre des problèmes concrets. Autant d'initiatives, de réformes et de perspectives qui permettent au gouvernement d'asseoir une gouvernance performante, d'accroître les ressources pour le développement du pays et de promouvoir un développement inclusif.

Caleb Akponou

Gabon/Justice

Condamnation à 20 ans de prison : depuis Londres, Nourredin Bongo organise sa contre-attaque

À Londres, loin des turbulences de Libreville, Nourredin Bongo tente de reprendre l'initiative. Le 18 novembre, c'est au 13^e étage d'une tour vitrée du centre-ville, dans les bureaux d'une agence de communication, que le fils d'Ali Bongo s'est présenté, chemise blanche et assurance maîtrisée. Une scène qui contraste avec la lourde condamnation prononcée six jours plus tôt par la cour criminelle spéciale du Gabon : vingt ans de prison pour détournements de fonds publics, blanchiment de capitaux et association de malfaiteurs, assortis d'une amende colossale de 3,35 milliards d'euros. Lui et sa mère Sylvia ont été jugés en leur absence.

Depuis son exil londonien, Nourredin Bongo dénonce une « mascarade », un procès « politique » orchestré pour solder cinquante-cinq ans de dynastie Bongo. À 33 ans, il veut désormais se poser en victime d'une justice

de transition biaisée et affirme vouloir « laver son nom ». Londres devient ainsi le centre nerveux de sa riposte : un lieu où il



construit un récit alternatif, loin des pressions immédiates de Libreville, et

où il tente de rallier l'opinion internationale à sa cause.

Au Gabon, la dynamique est à l'opposé. Le général Brice Oligui Nguema,

rupture. La mise en cause de membres de l'ancien cercle présidentiel, dont l'affaire Nourredin-Sylvia, s'inscrit dans une vaste opération de reconquête morale et institutionnelle. Pour une partie de la population, lassée des dérives de l'ère Bongo, ces procès symbolisent la volonté d'assainir l'État. Pour d'autres, ils posent la question sensible de l'indépendance de la justice et des risques de règlements de comptes politiques.

La France, partenaire historique et acteur économique clé du Gabon, observe pour l'instant un silence prudent. Aucun commentaire officiel n'a suivi la condamnation. Emmanuel Macron doit néanmoins faire une tournée rapide à Libreville

le 23 novembre, une visite à forte charge symbolique alors que le pouvoir de transition tente de consolider sa légitimité et que le dossier Bongo ressurgit sur la scène internationale.

À distance, la bataille engagée par Nourredin Bongo reste avant tout intérieure : elle se joue dans un Gabon en pleine redéfinition, où l'avenir se construit entre désir de rupture et héritages persistants. Depuis Londres, il tente d'infléchir un récit national qui semble désormais se faire sans lui. À Libreville, le pouvoir répond par une justice qui veut marquer une ère nouvelle. Entre les deux, un pays observe, partagé entre méfiance, attentes et volonté d'avancer.

T.M.

Bénin/Législatives

Les 6 députés du parti Les Démocrates se rallient à la mouvance présidentielle

Les six députés ayant quitté le parti d'opposition Les Démocrates (LD) figurent à présent sur les listes de l'Union Progressiste le Renouveau (UPR) et du Bloc Républicain (BR), les deux principales formations de la mouvance présidentielle. Une clarification qui confirme les intentions exprimées publiquement par le président Patrice Talon et qui redessine, en profondeur, les rapports de force à la veille des législatives de janvier 2026.

Lors d'une sortie médiatique récente, le chef de l'État n'avait pas caché son souhait de voir ces élus réintégrer un cadre « capable de porter

leurs convictions ». Pour Patrice Talon, leur « idéal ne devait pas mourir » sous l'effet des tensions internes ayant miné Les Démocrates. Il appelait alors à leur offrir un espace politique où leur engagement pourrait pleinement s'exprimer.

Ce rapprochement, longtemps évoqué, est désormais acté sur le terrain : les six démissionnaires ont été intégrés de manière équilibrée dans les listes de la majorité présidentielle. Une démarche qui symbolise,

à la fois, une stratégie d'ouverture du pouvoir et une volonté d'absorber des voix dissidentes de l'opposition jugées constructives.

Selon les listes rendues publiques, quatre candidats ont été investis par l'UPR et deux par le BR. Tous briguent un nouveau mandat, mais sous un étendard différent, celui de formations proches de l'exécutif. Cette redistribution offre à la mouvance une présence renforcée dans plusieurs

zones stratégiques, tout en permettant aux intéressés de maintenir leur ancrage local. Élus en 2023 sous les couleurs des Démocrates, les six parlementaires avaient quitté le parti quelques mois avant la prochaine échéance électorale, évoquant des problèmes de leadership et une incapacité à défendre leur vision. Leur intégration dans les partis de la mouvance apparaît donc comme l'aboutissement logique d'un processus entamé depuis leur démission.

Pour le pouvoir, ce mouvement constitue un signal envoyé à l'échiquier politique : celui d'une majorité prête à accueillir des personnalités désireuses de défendre un projet national cohérent, au-delà des anciennes lignes de fracture. À mesure que 2026 approche, ce réalignement pourrait bien modifier les équilibres internes et offrir à la mouvance présidentielle un avantage supplémentaire dans une compétition qui s'annonce stratégique.

T.M.

Guinée-Bissau/Présidentielle

Le président Umaro Sissoco Embalo donné favori dès le 1er tour de la présidentielle

Les Bissau-Guinéens votent dans le calme, dimanche 23 novembre, pour élire leur prochain président et leur Parlement, avec l'espoir de tourner la page des turbulences politiques mais en l'absence du principal parti d'opposition et de son candidat. Quelque 860 000 électeurs sont appelés à choisir parmi 12 candidats à la présidentielle, avec, pour enjeu majeur, la stabilité dans un pays ayant vécu depuis son indépendance au rythme des crises politiques, avec quatre coups d'État et de nombreuses tentatives de putsch.

Dans la matinée, les électeurs se sont rendus en petit nombre

dans les bureaux de vote, où quelques personnes seulement faisaient la queue en attendant de pouvoir glisser leur bulletin dans l'urne, ont constaté des journalistes de l'Agence France-Presse (AFP).

Avec près de 40 % de sa population vivant sous le seuil de pauvreté, la Guinée-Bissau figure parmi les pays les plus pauvres au monde et est réputée être une plaque tournante du trafic de drogue entre l'Amérique latine et l'Europe, favorisé

par l'instabilité politique du pays.

« Le vote se déroule dans un climat pacifique. Aucune perturbation n'a été notée jusque-là », a affirmé le secrétaire exécutif adjoint de la Commission nationale des élections (CNE), Idrîça Djalo, sans donner de chiffres sur le taux de participation à la mi-journée.

« J'appelle la population à sortir voter massivement », a déclaré le président sortant, Umaro Sissoco

Embalo, après avoir voté dans son fief dans l'est du pays, à 200 kilomètres de Bissau. Il a également mis en garde les 11 autres candidats contre toute tentative de proclamer d'avance les résultats : « La seule entité autorisée à le faire est la CNE », a-t-il prévenu, vêtu d'une chemise blanche et coiffé de son célèbre keffieh rouge et blanc.

Umaro Sissoco Embalo, 53 ans, est donné favori pour remporter l'élection dès le premier tour. Il deviendrait alors le premier chef de l'État de Guinée-Bissau à effectuer

deux mandats successifs depuis l'instauration du multipartisme, en 1994.

Il aura comme principal adversaire l'opposant Fernando Dias, qui a reçu le soutien du puissant PAIGC, ancien parti unique et principal parti d'opposition, dont le chef, Domingos Simoes Pereira, n'a pu se présenter. La candidature de M. Pereira, rival de longue date de M. Embalo et revenu récemment d'exil pour se présenter, a été rejetée par la Cour suprême, qui a jugé que son dossier avait été déposé trop tardivement.

Le Monde Afrique

REQUÊTE

A Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Lomé

Monsieur MESSANGAN Ayao Mawulolo, héritier de feu MESSANGAN Abalo, demeurant et domicilié à Agbata (préfecture des lacs), lequel fait élection de domicile en ladite ville ;

A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

Qu'il a loué à Monsieur ONNUCHUKWU Chidi Jerry, à titre de bail commercial, une boutique sise à Agbata (P/Lacs), non loin de la nationale N°2 Lomé-Aného, pour un loyer mensuel de vingt mille (20.000) francs cfa ;

Que depuis août 2023 jusqu'à ce jour, le sus nommé a fermé la boutique à lui et a disparu ;

Qu'à ce jour, et ce depuis qu'il a abandonné les lieux à lui loués, le locataire a cumulé plus de vingt (20) mois de loyers impayés soit au total un montant de plus de quatre cent mille (400.000) francs cfa ;

Que la fermeture des lieux a causé d'énormes préjudices à la famille du requérant notamment la veuve de feu MESSANGAN Abalo dont les loyers constituent la seule source de revenu ;

Que pour mettre fin au bail à usage commercial qui le lie au sieur ONNUCHUKWU Chidi JERRY, l'exposant a conformément aux dispositions du code OHADA qui régissent la matière servi une mise en demeure à l'intéressé le 03 juin 2025 par le canal du ministère de Maître Kokou Fogan de SOUZA, huissier de justice à Lomé, insérée au journal d'annonces N° 4015 du jeudi 05 juin 2025 « La Liberté » suivant ordonnance N° 162/2025 rendue le 20 mai 2025 par le président de ce siège, et qui a expiré le 05 juillet 2025 ;

Qu'après l'insertion de la mise en demeure au journal d'annonces sus indiqué, il échoit alors d'assigner le sieur ONNUCHUKWU Chidi Jerry par-devant le tribunal de ce siège aux fins de résiliation du bail et de l'expulsion de ce dernier mais compte tenu de la longue fermeture des lieux qui privent la veuve de feu MESSANGAN Abalo de moyens de subsistance que sont les loyers, et surtout que les lieux loués ont trouvé un nouvel acquéreur qui n'attend que la décision du tribunal de commerce pour s'installer, il convient d'autoriser le requérant à assigner l'intéressé en audience en cabinet ;

C'est pourquoi, le requérant sollicite qu'il plaise à Monsieur le Président du Tribunal l'autoriser à assigner le sieur ONNUCHUKWU Chidi Jerry à l'audience en cabinet du Tribunal de Commerce de Lomé la toute proche à fin qu'une décision rapide et efficiente soit prise pour lui permettre de louer à nouveau la boutique fermée qui a déjà trouvé un nouvel locataire qui est prêt à lui faire des avances de loyers qu'il pourra mettre à la disposition de la veuve de feu MESSANGAN Abalo pour sa survie.

Et ce sera justice.

Agbata, le 29 Octobre 2025

MESSANGAN Ayao Mawulolo

ORDONNANCE N° 522 /2025

Nous Amenyo Kudzo AKUATSE Président du Tribunal de Commerce de Commerce de Lomé ;

Vu la requête qui précède et les motifs y exposés ;

Vu l'article 163 du Code de Procédure Civile ;

Attendu que la requête paraît fondée et qu'il échoit d'y faire droit ;

Autorisons le requérant à assigner le sieur ONNUCHUKWU Chidi Jerry à l'audience en cabinet du 25 novembre 2025 du Tribunal de Commerce de Lomé ; Cabinet du juge NANOULI

Disons que la présente ordonnance sera insérée dans les colonnes du journal TOGOMATIN avant la date de l'audience sus indiquée pour tous sachants ;

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance nonobstant toutes voies de recours ;

Disons qu'il nous en sera référé en cas de difficultés ;

Fait en notre cabinet, à Lomé, le 11⁹ NOV 2025

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE

Amenyo Kudzo AKUATSE

Droits de diffusion CAN Maroc 2025

New World outille ses partenaires à Lomé

Détentrice des droits de diffusion des compétitions de la Confédération africaine de football (CAF), la chaîne New World renforce ses partenariats. À l'approche de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN TotalEnergies Maroc 2025), la chaîne a réuni du 21 au 22 novembre 2025 à Lomé, ses partenaires diffuseurs venus de divers pays. Durant deux (2) jours, il a été question de les outiller sur les obligations d'exploitation pour un meilleur relais de la CAN.

Le séminaire officiellement ouvert par le directeur général de la chaîne New World, Kolani Nimonka, a permis de revenir avec les parties prenantes sur les règles de la retransmission en direct, de l'exploitation commerciale et de l'exploitation marketing. Un accent a été également mis sur le respect juridique des règles de la CAF et les outils nécessaires devant permettre à ces télévisions partenaires, de bien préparer leur arrivée au Maroc, pays hôte de la CAN. L'objectif étant d'offrir les meilleures conditions pour apporter au public africain le meilleur du football, le séminaire de Lomé, a également permis de recenser les inquiétudes des partenaires et de leur

apporter des solutions concrètes.

New World et son partenariat avec la CAF Contrairement à ce qui se rapporte sur les réseaux sociaux, la chaîne New World est toujours détentrice des droits de diffusion des compétitions de la CAF. À la question de savoir si ce droit a été retiré à la chaîne pour Super Sport ? Le conseiller juridique, Me Louis Biyao, se veut rassurant.

« La chaîne New World est bel et bien détentrice des droits de la CAF pour cet événement 2023 à 2025, y compris la CAN 2025. C'est New World qui a donné une sous-licence à Super Sport pour diffuser la CAN 2025 sur ses plateformes. Il y a juste eu une erreur de communication », a rassuré Me Biyao.

Une percée de New World TV Avant d'obtenir le droit de diffusion des événements sportifs de la CAF, seule une vingtaine de pays distribuait la CAN ou les événements sportifs de la CAF. Mais depuis, la chaîne a réussi à plus que doubler ce nombre. « Nous avons une

cinquantaine de chaînes de télévision qui ont déjà conclu leur contrat pour retransmettre la CAN 2025 à leur public national. Nous avons le souci de faire participer le maximum de pays à cet événement dit premium et nous sommes en passe d'atteindre la quasi-



Table d'honneur des responsables de New World

totalité des pays d'Afrique subsaharienne pour la diffusion », s'est félicité Me Biyao.

Quid de l'appréciation des partenaires ? Pour Yannick Ebene, chef département Marketing et Communication de la CRTV au Cameroun, l'initiative est

louable. « Pour une énième fois, on se retrouve au Togo au titre des droits sportifs. Nous avons eu les droits de la CAN en Côte d'Ivoire, de la Coupe du monde au Qatar et pour une fois de plus, on se retrouve pour la CAN qui va se jouer au Maroc. Il s'agit d'une très

directrice des Sports à la RTI, ne cache non plus sa joie. « C'est la première fois pour moi de prendre part à ce genre de séminaire. Mais je l'avoue que c'est très éducatif. Ça nous permet d'avoir les tenants et les aboutissants pour pouvoir mener notre

belle occasion pour les pays de se réunir pour parler d'une même voix », a-t-il mentionné avant d'ajouter : « C'est très bénéfique pour nous d'avoir une plateforme et qu'une chaîne comme New World prenne sur elle de nous édifier sur les droits sportifs. » De son côté, Katty Touré,

CAN en sachant quels sont nos droits et nos devoirs. Pour nous, ce séminaire vient à point nommé, car nous comptons vraiment nous préparer de manière efficiente en tant que pays détenteur (Côte d'Ivoire) de la CAN », a-t-elle indiqué.

Caleb Akponou

Histoire & art

Le FIHA 2025 honore la diversité et ravive ses liens avec les héritages du Nil

Débuté le 20 novembre dernier à Aného, l'édition 2025 du Festival International de l'Histoire d'Aného (FIHA), s'est achevée ce 23 novembre. Cette célébration a été riche en émotions et rythmée de rites ancestraux ainsi que de danse traditionnelles

Sur les rivages où les Svagues portent depuis des siècles la mémoire des peuples, le FIHA revient avec une ambition renouvelée : rassembler, éclairer et célébrer autour d'un thème central et fédérateur, celui de la diversité.

Dans son discours d'ouverture, le maire et président du festival, Alexis Aquereburu, a rappelé le caractère singulier d'Aného, véritable carrefour de peuples, de langues et de cultures. Selon lui, la ville est un tissage vivant où s'entrelacent les héritages Guin, Mina, Kéta, Krow, Paris, Yoruba, Ahlon, mais aussi des influences européennes et afro-brésiliennes. Pour le maire, cette diversité n'est pas une idée abstraite : elle constitue une réalité vivante, quotidienne, qui fonde l'identité de la cité. Le FIHA 2025 entend lui rendre hommage, en la replaçant au cœur du développement culturel et social d'Aného.

L'Égypte est cette année le pays invité d'honneur. Un choix hautement symbolique, justifié par les liens anciens et presque sacrés qui relient les eaux du Nil à celles du Mono.

Alexis Aquereburu a rappelé que certains rituels, notamment lors de la prise de la pierre sacrée, invoquent symboliquement la présence des eaux du Nil, témoignant d'un héritage commun et d'une cosmogonie partagée. Pour lui, ce rapprochement est une reconnexion entre civilisations anciennes, une façon de rappeler que la lumière de leurs traditions continue d'illuminer le présent.

"Notre ville est semblable à un tissage traditionnel : chaque fil a sa couleur, son éclat, sa texture, sa trajectoire... et ensemble, ils composent une étoffe unique et solide : Aného. Cette diversité culturelle, sociale et économique n'est



pas une richesse théorique ; elle est une réalité vive, partagée, qui se donne à voir, à sentir, à célébrer. C'est pourquoi le FIHAB 2025 lui rend hommage : comme fondement de notre identité, comme levier pour notre avenir" a expliqué le Maire.

vibré au rythme des danses traditionnelles d'Aného et des interventions humoristiques de l'ambassadeur Agalawal, venu de Côte d'Ivoire, ainsi que des prestations des jeunes filles vierges de Bassar, donnant à la cérémonie une profondeur



Aux côtés de l'Égypte, la ville togolaise de Bassar, invitée d'honneur, apporte sa propre richesse culturelle. Réputée pour son histoire de la forge et ses traditions séculaires, Bassar a marqué le lancement du FIHA par les prestations impressionnantes de ses danseurs de feu, porteurs d'une énergie ancestrale. Le public a également

culturelle et émotionnelle exceptionnelle.

La cérémonie officielle a été présidée au nom du gouvernement par le ministre de la Culture, M. Tchiakpe, en présence de l'ambassadeur d'Égypte, des autorités administratives, locales et de nombreuses personnalités du monde culturel.

Le ministre a souligné que la diversité, thème du FIHA 2025, représente une source de richesse, un moteur d'innovation et un outil indispensable pour renforcer la cohésion sociale. Il a insisté sur le rôle stratégique du festival dans la valorisation du patrimoine historique et culturel d'Aného, désormais reconnue comme un pôle majeur du tourisme culturel.

"L'édition 2025 ouvre un nouveau chapitre en mettant à l'honneur non seulement les diversités, mais aussi la ville de Bassar. Carrefour de l'Afrique, du monde arabe et de l'espace méditerranéen, l'Égypte porte une histoire façonnée par la rencontre de multiples civilisations. Là célébrée aujourd'hui, c'est honorer la pluralité, mais aussi réaffirmer les liens d'amitié et de coopération qui unissent nos deux nations depuis des décennies. À travers sa culture, sa gastronomie, son patrimoine multimillénaire et ses innovations contemporaines, nous découvrirons une nation qui a su ériger une identité forte à partir de sa diversité, tout en se projetant résolument

pour en faire un événement majeur de notre pays, un rendez-vous annuel de portée nationale et internationale" a-t-il lancé.

Le programme du FIHA 2025 est riche et varié. Il comprend des conférences, des tables rondes et des débats animés par des chercheurs et experts en histoire et en culture. Une exposition du Musée des Trônes et des Divinités Noires met en lumière les perles et pailles d'Aného, révélant la finesse de l'artisanat local et l'importance de ces objets dans les traditions des Lacs. De nombreux spectacles, concerts et rencontres artistiques viennent compléter cette programmation, sans oublier le Carnaval d'Aného, moment incontournable où la ville s'illumine de couleurs, de musiques et de rires, avec la participation de l'humoriste Maman et d'Agalawal.

Le festival se clôturera par un événement inédit : le Togo Motor Show, prévu du 12 au 14 décembre 2025, qui proposera une parade exceptionnelle de voitures anciennes, allant de la légendaire 2CV à la prestigieuse Rolls-Royce, attirant amateurs, passionnés et curieux.

Le ministre de la Culture a salué l'engagement des organisateurs, des chercheurs, des artistes, des bénévoles et de tous ceux qui œuvrent à la réussite du festival. Il a réaffirmé la volonté du Gouvernement et du Ministère de la Culture et du Tourisme de soutenir pleinement le FIHA afin



vers l'avenir. Je souhaite également réaffirmer la pleine disponibilité du Gouvernement togolais – en particulier du Ministère de la Culture et du Tourisme – à accompagner le FIHA

d'en faire un rendez-vous majeur pour le Togo et un événement de référence sur la scène culturelle africaine et internationale.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Communiqué de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
relatif à la troisième réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) organise la dernière réunion ordinaire de son Comité de Politique Monétaire au titre de l'année 2025, le mercredi 3 décembre 2025 à son Siège, à Dakar.

A l'issue de la rencontre, les principales décisions sur les taux directeurs et le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques seront annoncées au public.

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 - Dakar – Sénégal

Tél.: (221) 33 839 05 00 / Fax : (221) 33 823 93 35
courrier.bceao@bceao.int - www.bceao.int

CAMES 2025

Le Togo s'impose en maître dans l'excellence académique

Dans un pays où chaque amphithéâtre cherche un nouveau souffle, l'arrivée de nouveaux agrégés togolais dans l'Enseignement supérieur est un élan de plus. C'est ainsi que 11 chercheurs du pays ont été admis à l'issue de la proclamation finale des résultats du 22^e Concours d'agrégation du CAMES.

Dès l'annonce des premiers résultats, l'onde de satisfaction a traversé les campus de Lomé et de Kara. Le pays confirme une dynamique ascendante dans les sciences juridiques, économiques et de gestion. Depuis Dakar, 2 enseignants-chercheurs togolais décrochent le prestigieux titre de Maître de conférences agrégé en droit public. « Il s'agit de Kodjo Essé Kokou Joseph Junior [...] et de Wella Mazamesso ». Une victoire saluée par leurs pairs. En droit privé, 3 nouveaux agrégés s'ajoutent : Avegnon Koffi Edem, Awoki Kougnontéma et Folly Messan Agbo.

En sciences économiques,

4 nouveaux noms portent haut les couleurs du Togo : Djahini-Afawoubo Dossè Mawussi, Bataka Hodabalo, Dandonougbo Yevesse et Sanoussi Yacobou. Une moisson qui hisse les universités publiques du pays à 9 nouveaux Maîtres de conférences agrégés pour l'édition 2025. 2 autres chercheurs togolais en Gestion s'ajoutent à la liste.

Avec 11 admis, le Togo se positionne comme l'un des meilleurs au classement final. Une affirmation forte, révélatrice d'années de travail discret mais constant. Formation doctorale renforcée, encadrement scientifique structuré, ouverture aux réseaux internationaux : la stratégie porte ses fruits.

Au total, 113 candidats issus de 12 pays ont passé cet examen. Ils ont été évalués par 37 membres de jury. Le concours qui s'est achevé, ce 21 novembre, reste l'un des plus sélectifs



de l'espace académique francophone africain.

Briller au CAMES n'a rien d'anodin. C'est un gain de visibilité, un sceau de crédibilité et une promesse

d'avenir pour les universités publiques togolaises. La préparation méthodique de l'Enseignement supérieur togolais fait désormais sens. Les commissions de sélection, elles, sont

appelées à maintenir l'exigence, pour que chaque candidature soit à la hauteur de cette ambition nationale renouvelée.

TM



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

